

CÉLÉBRATION DU 11 NOVEMBRE 1918

Mardi 11 novembre 2014 à 9H15 ; Allocution du président

Carré militaire, Cimetière des Rougemonts - Sud, rue du 8 mai 1945 - 91190 - Gif-sur-Yvette

Nous voici réunis pour commémorer le 96^e anniversaire de la fin de la « grande guerre » qui fut le sacrifice le plus terrible jamais consenti par notre pays pour sa défense. C'est aussi le moment de se souvenir de tous ceux qui sont tombés dans tous les conflits de notre histoire.

Une fois de plus, je vous parlerai plus du présent et de l'avenir que du passé.

Les cérémonies abondent cette année dans ce souvenir, alors qu'hélas il y a 100 ans, nous n'étions qu'au début de l'épreuve ; à mon sens on aurait dû réserver ce luxe de commémorations à la vraie date qui compte in fine, celle du 18 novembre 1918. Mais il est vrai qu'il y a 100 ans, à cette date, notre pays comptait déjà plus de 300.000 victimes, après à peine plus de deux mois de conflit, et alors qu'il n'était qu'aux portes de l'enfer.

En 2014 que reste t-il de cet élan patriotique qui a poussé nos anciens à supporter l'insupportable ? Pas grand-chose à vrai dire. On croit pouvoir s'exonérer de tout véritable effort de défense par un rappel pathétique et lancinant au « devoir de mémoire ». C'est un « coup de chapeau » qui donne bonne conscience à bon compte ; pas de choix difficile, pas même financier ; encore moins de sacrifice. Le sacrifice de nos anciens tient lieu de faire valoir patriotique et semble nous décharger de tout effort véritable pour le présent et l'avenir. C'est moins obligeant et moins dangereux ; en un mot, plus convenable et acceptable pour un peuple habitué au confort et à une certaine nonchalance, endormi par des discours qui contre toute évidence s'évertuent à rappeler que nous serions toujours la cinquième puissance du monde.

L'empire romain a disparu dans les mêmes conditions ; suffisance, voire arrogance, contentement de soi et abandon de toute défense efficace. La notion de défense de la patrie elle-même devient suspecte au point que notre président, pourtant chef des armées, la rabaisse à la défense de la république, oubliant qu'elle ne se confond pas avec elle, et il ne cesse, comme ses prédécesseurs, de lui rogner les ailes, lui refusant ainsi les moyens indispensables à toute efficacité à hauteur de nos responsabilités, voire de nos prétentions.

Les Romains avaient un adage, connu de chacun, et oublié de tous : « si tu veux la paix, prépare la guerre ». Or que faisons-nous ?

Nous cédon.

Le budget de la défense fut, sous toutes les majorités, le seul qui subit une constante et persévérante diminution, jusqu'à descendre à environ 1,5% du PIB ; dans quelques petites années il sera à 1,2% voire moins. En 2015 le budget de l'éducation nationale sera quatre fois celui de la défense.

Nos effectifs squelettiques sont envoyés dans divers coins de la planète, jamais suffisants pour emporter la décision, faibles partout, forts nulle part, avec des matériels trop vieux, mal entretenus par manque de crédits. Certes le risque est dans la nature même de la guerre et ne peut donc être totalement évité. Mais la nation a l'ardente obligation de mettre à disposition de ceux qui risquent leur vie sur son ordre, le meilleur des équipements possible compte tenu de la technologie du moment. Or elle ne le fait pas, exposant ainsi encore davantage la vie de nos soldats. Les mesquineries financières de la nation dans ce domaine se paient en croix de bois dans les cimetières. Pourtant il ne s'agit pas là de sauvegarder des « droits acquis » mais de sauver des vies. Mais il est vrai, il n'y a pas de syndicats pour les défendre et les militaires ne bloquent jamais la circulation.

Et tout ça pour quoi ? Pour poursuivre les « terroristes », établir la démocratie dans des pays qui ne savent même pas ce que c'est, protéger les »petites filles afghanes qui veulent aller à l'école », séparer des combattants qui se réconcilieront éventuellement en nous tombant dessus, ou sauver les innocents menacés par un tyran. Nous ferrailons partout au nom des droits de l'homme et de la démocratie mais nous ne pensons plus à notre propre maison.

Pendant ce temps, notre armée ne peut plus défendre le territoire national car elle n'en a plus les moyens. Les anciennes forces de défense opérationnelle du territoire ont disparus. Cette tâche est donc laissée aux forces de l'ordre, qui elles aussi ont été »ramassées » comme on dit maintenant pour faire croire qu'elles feront mieux avec moins, et dont on feint de croire qu'elles seront suffisantes en cas d'événement majeur surgissant dans notre sanctuaire, ou dans les nombreux territoires extérieurs où vivent des Français. Certes, la menace d'un conflit majeur entre nations d'Europe est improbable; du moins si on ne va pas trop brandir le chiffon rouge devant le nez des Russes.

Mais la menace communiste a fait place à la menace islamiste, expansionniste comme elle, ayant comme elle, comme adversaire principal, l'Occident.

Il faut ouvrir les yeux et admettre que tous les islamistes ont déclaré la guerre à l'Occident, avec la France en première ligne, que cette guerre se fera aussi chez nous, ne se fera pas sans morts, sans attentats, sans prises d'otages. Les assaillants trouveront leurs troupes d'abord chez nous puisque nous les importons à pleine porte depuis 40 ans et que des pans entiers du territoire de la république sont déjà passés sous leur contrôle, avec leurs lois ; d'autres suivront. Ils trouveront même des sympathisants voire des complices dans tous les milieux et en grand nombre ; souvenons-nous de l'aide que le FLN recevait de Français. La question n'est plus de savoir si un clash majeur éclatera chez nous, mais quand.

Malgré cette menace, nous cédon.

Nous reculons devant les exigences toujours plus grandes des extrémistes et de leurs complices, qui sont chez nous, qui affaiblissent notre culture, imposent la leur, et exercent des pressions telles que la masse indolente et silencieuse de leurs coreligionnaires finira par se rallier par peur ou conviction. Pour reprendre les termes du général Antoine-Roch Albaladéjo dans un texte récent, une immigration débridée qui rend insolubles les problèmes du logement, du chômage, de la dépense publique, de la sécurité, ça peut se contrôler ; des barbus, des imams ou des rappeurs qui appellent à la guerre sainte, à la haine et au crime, ça peut se sanctionner ou ça peut s'expulser ; des quartiers qui caillassent les forces de l'ordre, qui rackettent les artisans, ça peut se neutraliser ; de discrètes écoles coraniques qui appellent à la haine voire au meurtre des Juifs et des Croisés, qui forment les djihadistes de demain, ça peut se fermer ; les clandestins, ça peut s'expulser, surtout les délinquants. Et j'ajouterais, les traîtres qui partent « faire le djihad », ça doit se voir interdire le retour.

Et qu'on ne dise pas qu'il s'agit là de racisme, de fascisme ou de xénophobie ! Il s'agit de légitime défense et de respect de la loi.

Mais notre humanisme larmoyant devient mortifère, doux à tout ce qui vient d'ailleurs, dur aux siens. C'est la nouvelle religion de la culpabilité qui nous amène à pactiser avec nos ennemis, à nous accuser et nous mortifier, nous excuser de tout ce que nous avons fait dans le passé qu'il faudrait expier sans fin.

Culpabilisez-les avait dit Lénine, vous en ferez ce que vous voudrez. Nous en sommes là.

Nous cédon ; et nous jetons nos armes. C'est le premier geste qui mène à l'esclavage. Il serait temps que les Français se réveillent et se remettent debout !